



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

131^{ème} ASSEMBLEE DE L'UIP ET REUNIONS CONNEXES

Genève, 12 - 16.10.2014

Conseil directeur
Point 10

CL/195/10k)-R.1
12 octobre 2014

Rapports sur de récentes réunions spécialisées de l'UIP

k) Première Conférence mondiale des jeunes parlementaires sur le thème *Mettre la démocratie à l'épreuve*

(Genève, 10 et 11 octobre 2014)

Rapport final

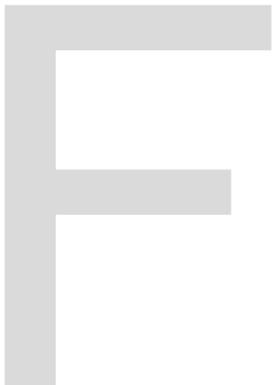
Rapporteuse : Mme A. Lambelin (Belgique)

Nous, jeunes parlementaires de 61 pays, hommes et femmes, nous sommes réunis à Genève le 10 et 11 octobre 2014, pour la première Conférence mondiale UIP des jeunes parlementaires. L'objet de notre rencontre était de nous pencher sur l'état de la représentation des jeunes au Parlement. Nous étions 180, âgés en moyenne de 37 ans, ainsi qu'une vingtaine de dirigeants de parlements de jeunes et du Forum Pacifique du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS). Plusieurs d'entre nous sont les plus jeunes parlementaires de leur pays et nombre d'autres l'étaient lorsqu'ils ont été élus pour la première fois. Notre conférence a été organisée avec le soutien de la fondation Worldwide Support for Development (WSD), à laquelle nous adressons de vifs remerciements pour son appui, qui a permis à l'UIP, entre autres, de monter un programme en faveur de la représentation des jeunes au Parlement.

La première Conférence mondiale des jeunes parlementaires intitulée *Mettre la démocratie à l'épreuve*, nous a permis de nous pencher sur les attentes que les jeunes nourrissent à l'égard de la démocratie. Notre réflexion s'est appuyée sur les nombreux mouvements de jeunes en faveur de la démocratie dans de nombreux pays. Les jeunes contestent non seulement les régimes totalitaires auxquels ils veulent voir se substituer des régimes plus démocratiques, comme en atteste le Printemps arabe. Ils contestent aussi plus généralement la manière dont la politique est menée. Soucieux d'éviter de généraliser, nous nous sommes néanmoins accordés à dire que les jeunes s'élèvent contre la corruption, contre les dysfonctionnements des systèmes économiques et financiers, contre la sclérose de la vie politique et contre les inégalités dont ils sont victimes.

Les jeunes utilisent différents forums pour s'exprimer sur les questions politiques, qu'il s'agisse des systèmes en place ou des politiques sociales, économiques ou financières en vigueur. On citera notamment les médias sociaux, les organisations de la jeunesse, les conseils de jeunes et parfois même la rue. Les jeunes s'expriment aussi en participant à la politique et en agissant de l'intérieur sur l'ordre établi. De même, nombre d'entre eux expriment leur mécontentement en se détournant de la politique et en affirmant ne pas y croire.

Le fait est que la démocratie a besoin d'un renouveau. Il y a un réel décalage entre la manière de faire de la politique aujourd'hui et la façon de vivre des jeunes. La connectivité, l'instantanéité, la mondialisation qui font leur quotidien semblent très éloignées des processus politiques nationaux. La manière de voter, la longueur des débats et le décalage entre la mise en place des politiques et l'obtention des résultats sont autant de questions à repenser afin que les jeunes prennent part à ces processus en plus grands nombres. Il est absolument essentiel de moderniser la politique, notamment par le biais des TIC.



Forts de ces constats, nous avons voulu savoir si les systèmes politiques en place, quant à eux, tenaient compte des jeunes et tentaient de répondre à leurs attentes. Cette question nous a semblé légitime car, quoique n'étant pas un groupe homogène, la jeunesse est confrontée de plein fouet à la crise économique, au chômage, aux carences de l'éducation, aux migrations et au réchauffement climatique. En outre, la jeunesse constitue une grande partie de la population dans de nombreux pays.

Nous avons résumé ce que la jeunesse attend de la politique et des responsables politiques en trois mots : ouverture, transparence et efficacité. Il est temps que la vie politique soit réellement ouverte aux jeunes, qu'elle soit propre et moralement irréprochable et qu'elle tienne enfin ses promesses de développement, d'équité et d'égalité. Nous avons constaté que les attentes de la jeunesse cadraient parfaitement avec les principes directeurs énoncés dans l'ouvrage intitulé *Parlement et démocratie au XXI^{ème} siècle : guide des bonnes pratiques*.

Il nous a semblé important d'insister sur le fait que les jeunes ne se contentent pas d'exprimer leur mécontentement vis-à-vis de la politique, ils veulent aussi pouvoir y prendre part, y apporter leur contribution et proposer leurs solutions. A l'heure actuelle pourtant, hormis dans quelques cas particuliers, la proportion globale des jeunes parlementaires est très faible. Elle est inférieure à 2 % pour les parlementaires âgés de moins de 30 ans, et elle oscille entre 10 et 20 % pour les parlementaires âgés de 30 à 40 ans. Même si dans certains pays, notamment en Afrique, cette proportion est plus élevée du fait de la jeunesse de la population, d'une manière générale la proportion de jeunes au Parlement n'est absolument pas en adéquation avec la part de la population qu'ils représentent.

Nous disons haut et fort qu'il est crucial que les jeunes soient intégrés dans la vie politique, mais que leur participation ne doit en aucun cas être considérée comme un cadeau fait à la jeunesse. La participation des jeunes est bénéfique pour la démocratie et pour le bon fonctionnement politique, économique et social. Les talents de la jeunesse, ses idéaux, son énergie, ses compétences, mais aussi sa capacité de contestation sont essentiels à la bonne marche de la société.

Les défis que rencontrent les jeunes en politique sont pourtant nombreux. S'ils ne se heurtent pas tous aux mêmes difficultés, nous avons néanmoins relevé des constantes :

- Les jeunes ne sont pas pris au sérieux, on les juge immatures et inexpérimentés;
- Les jeunes font face à d'importants défis de financement en politique, plus encore que leurs aînés qui sont en politique depuis plusieurs années;
- Les jeunes se heurtent à des obstacles juridiques qui entravent leur participation à la vie politique en raison de l'âge légal du droit de vote et/ou d'éligibilité en vigueur dans certains pays (de fait les jeunes de 16 à 21 ans, voire 25 dans certains cas, qui constituent une part importante de la jeunesse, ne peuvent prendre réellement part à la vie politique);
- Les jeunes hommes et femmes politiques n'ont pas toujours accès aux réseaux de leurs aînés, dans lesquels les nouveaux venus ont du mal à se faire une place;
- L'image qu'ont les jeunes de la politique (comme un lieu d'affrontement, de corruption, etc.) et celle que donnent parfois les responsables politiques n'est pas toujours attrayante pour les jeunes.

Nous avons relevé par ailleurs que certains de ces défis se retrouvaient dans le cas des femmes, quel que soit leur âge. Cependant, nous estimons que les jeunes femmes font face à des difficultés particulières, qui tiennent aux discriminations dont elles sont directement ou indirectement l'objet, aux différentes formes de harcèlement et à leurs responsabilités au sein de la cellule familiale.

Nous nous sommes accordés sur les moyens d'intégrer les jeunes dans la vie politique :

- Il faut sensibiliser très tôt les jeunes à la politique et intégrer l'éducation civique doit être intégrée dans les programmes scolaires, en insistant principalement sur les principes démocratiques, les mécanismes politiques, le fonctionnement des institutions de gouvernance et la citoyenneté. Il faut viser cet objectif non pas uniquement à travers les parlements de jeunes ou les jeux de rôle, mais à travers l'éducation elle-même où il a toute sa place. Cela permettrait aux jeunes qui votent pour la première fois d'y être préparés.
- Il est essentiel de faire évoluer les mentalités pour valoriser la jeunesse, cela au moyen de campagnes de sensibilisation menées par les jeunes eux-mêmes, qui leur permettent de montrer leur valeur et leurs idées; ou encore en veillant à ce qu'ils soient conviés aux rencontres politiques. Il s'agit de mesures qui doivent être menées au niveau local, national et international.
- Il faut faire appel aux médias pour donner de la visibilité aux jeunes en leur offrant la possibilité de s'exprimer sur des sujets d'actualité.
- Nous-mêmes, jeunes politiciens, devons jouer un rôle de modèle pour les autres jeunes en les encourageant et en les associant à nos actions et nos activités politiques.

- En tant que jeunes responsables politiques, nous devons nous assurer que des réformes sont entreprises, au sein de nos partis, notamment en ce qui concerne le choix des candidats aux élections. Nous pourrions notamment veiller à ce que les primaires de nos partis soient ouvertes aux jeunes, sans condition préalable d'affiliation, ou ménager une place aux jeunes dans les comités de sélection de nos partis.
- Il importe que les responsables politiques consultent les jeunes, les écoutent et leur parlent pour les intéresser à la politique et y assurer leur contribution. Il convient de mener des actions de sensibilisation auprès des jeunes afin de les encourager à voter et de leur rappeler, d'une part, que le droit de vote n'est pas toujours un acquis et, d'autre part, que l'abstentionnisme favorise les extrêmes.
- Il importe de favoriser le réseautage entre jeunes hommes et femmes politiques.
- Enfin, il faut protéger les jeunes responsables politiques, tout comme leurs collègues plus âgés, et ceux qui aspirent à faire de la politique, de tout acte de violence ou de discrimination et condamner vigoureusement ces pratiques partout où elles s'exercent

Nous avons également établi une liste de mesures fortes à prendre dès à présent pour renforcer la participation des jeunes à la vie politique :

- instauration de quotas de jeunes au Parlement et dans les partis politiques;
- instauration de quotas à l'échelon local, de sorte qu'une nouvelle classe politique puisse émerger et s'implanter sur la scène nationale;
- abaissement de l'âge requis pour voter et pour être élu;
- alignement de l'âge requis pour être élu sur l'âge requis pour voter;
- création de partis politiques de jeunes lorsque le cadre constitutionnel et législatif le permet;
- intégration de jeunes sur les listes des partis politiques et dans leurs organes dirigeants, étant entendu qu'on élit souvent des candidats qui nous ressemblent et que plus il y a de jeunes au Parlement, plus les jeunes votent;
- création de commissions de la jeunesse dans les parlements habilitées à examiner tout projet de loi et toute politique, qu'ils portent directement, ou pas, sur la jeunesse;
- contrôle de l'exécution des politiques en faveur de la jeunesse, affectations de crédits aux politiques destinées à la jeunesse, à l'éducation et à la formation et prise en compte des jeunes dans l'élaboration des budgets nationaux;
- protection de la spécificité des jeunes politiques, qui doivent pouvoir continuer à se comporter comme des hommes et des femmes de leur âge et ne pas être contraints de se fondre dans la masse des parlementaires;
- inclusion de la jeunesse dans les débats internationaux et pas uniquement dans les forums dédiés aux jeunes;
- mise en place de formations diplômantes pour les jeunes aspirant à faire de la politique, afin de pallier le manque d'expériences;
- intégration dans les objectifs de développement durable de la participation des jeunes aux processus de décision politique, de gouvernance et de paix comme l'a demandé le Forum de la jeunesse du Conseil économique et social des Nations Unies.

Enfin, nous avons demandé à l'UIP :

- d'organiser des conférences annuelles de jeunes parlementaires comme celle-ci, car elles constituent, d'une part, un forum d'habilitation pour les jeunes parlementaires et, d'autre part, un forum mondial de prise de position sur les questions qui concernent les jeunes;
- d'organiser des ateliers thématiques régionaux ou internationaux afin d'assurer la continuité des échanges entre jeunes parlementaires;
- de jouer le rôle d'observatoire de la jeunesse dans les parlements et, à ce titre, de continuer à collecter des données sur la présence des jeunes au Parlement;
- de réaliser des études approfondies sur la représentation des jeunes dans différentes régions;
- de continuer à promouvoir la représentation des jeunes dans ses instances et de continuer ainsi à donner l'exemple en matière d'intégration politique;
- de mettre en place un programme d'appui aux jeunes parlementaires.

A travers l'UIP, nous demandons à WSD de continuer à apporter son soutien à la participation des jeunes à la vie politique et aux plateformes leur permettant de se rencontrer.

En fin de délibérations, nous avons exprimé nos chaleureux remerciements à l'UIP pour la plateforme exceptionnelle qu'elle nous a fourni. La délégation japonaise a eu le plaisir d'annoncer que la Conférence mondiale des jeunes parlementaires 2015 serait organisée conjointement par l'UIP et le Parlement japonais et se tiendrait à Tokyo.

